



**Eliane GIRAUD**  
**Jacques CHIRON**  
Sénateurs de l'Isère



**Marie-Noëlle BATTISTEL**  
**Michel DESTOT**  
**Geneviève FIORASO**  
**Michel ISSINDOU**  
**Pierre RIBEAUD**  
Députés de l'Isère

**Monsieur Emmanuel MACRON**  
Ministre de l'Économie,  
de l'Industrie et du Numérique  
139, rue de Bercy  
75012 PARIS

Grenoble, le 25 janvier 2016

Monsieur le Ministre,

Suite à notre dernier courrier en date du 5 novembre dernier concernant la situation de STMicroelectronics et à l'approche des résultats annuels de l'entreprise qui seront annoncés mercredi, nous souhaitons appeler à nouveau votre attention sur le manque de vision stratégique de cette entreprise franco-italienne dont l'Etat français est actionnaire à 13,5 %, tout comme l'Etat italien.

Implantée notamment dans l'agglomération grenobloise où elle compte plus de 6 000 emplois directs et 4 fois plus d'emplois en amont et en aval, STMicroelectronics est la locomotive d'un écosystème local exemplaire, qui forme le plus grand centre d'expertise européen en micro et nanoélectronique. Or, ce centre est menacé par la vision court-termiste des dirigeants actuels de la société, qui ont prévu un plan de départs volontaires dans le secteur digital, majoritairement localisé à Grenoble, avec plus de 2 000 emplois. Aucune stratégie alternative n'est pour l'instant proposée pour répondre à un marché qui connaît pourtant un fort développement international, en particulier pour l'internet des objets (IOT) pour lequel STMicroelectronics possède l'ensemble des expertises.

Ce manque de vision stratégique se traduit par un niveau d'investissement très insuffisant, à hauteur de 7 % du chiffre d'affaires global contre 20 % pour les leaders du secteur. Et pourtant, le potentiel technologique est reconnu, notamment grâce aux perspectives très porteuses du FD SOI en lien avec la société Soitec, projet soutenu par la BPI et le CEA, des microcontrôleurs et des imageurs nouvelle génération.

L'Etat actionnaire a un rôle clé à jouer dans l'avenir de cette entreprise et, plus globalement, du secteur digital européen puisqu'une défaillance des semi-conducteurs engendrerait un affaiblissement de toutes les applications liées aux systèmes logiciels intégrés et critiques.

Il convient aujourd'hui de redonner des perspectives à cette entreprise, à la hauteur des investissements publics consentis depuis vingt ans, de son potentiel de développement pour l'avenir et de son caractère stratégique de souveraineté (défense, nucléaire).

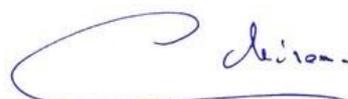
Un accord très rapide entre les Etats français et italien pour décider d'une gouvernance et d'une stratégie d'avenir, tout en réduisant le montant des dividendes attribués, paraît donc plus que jamais nécessaire.

A l'approche des résultats annuels qui seront annoncés et faute de visibilité sur ces décisions, l'inquiétude gagne du terrain parmi les salariés mais aussi parmi les acteurs du milieu économique, les collectivités locales et régionales.

Vous remerciant à l'avance de votre attention renouvelée et de votre vigilance, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de notre considération distinguée.



**Eliane GIRAUD**



**Jacques CHIRON**



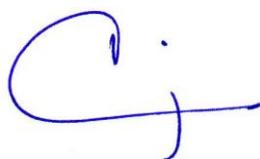
**Michel DESTOT**



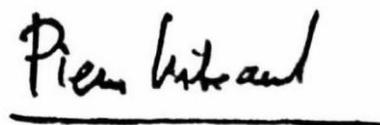
**Geneviève FIORASO**



**Marie-Noëlle BATTISTEL**



**Michel ISSINDOU**



**Pierre RIBEAUD**